

Dans la recherche de nouveaux débouchés et de nouveaux investissements, nous prospectons dans toutes les directions; ce que j'ai pu constater sur chaque continent où j'ai eu l'occasion de me rendre ces deux dernières années.

Pour ce qui est de la région Asie-Pacifique, par exemple, nous avons ouvert récemment de nouveaux bureaux commerciaux à Shanghai, Osaka, Auckland et Bombay. Mon collègue, le ministre du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, conduira une mission au Japon à la fin de ce mois en vue d'établir de nouveaux marchés. Le Premier ministre s'est fait lui-même le porte-parole de nos exportateurs au Japon, en Chine et en Corée au printemps dernier. J'ai pris l'habitude de me faire accompagner de chefs d'entreprise canadiens dans les pays susceptibles de leur offrir des possibilités d'activités commerciales ou d'investissements. Au cours de mon plus récent voyage, plus de vingt dirigeants d'entreprises canadiennes m'ont accompagné en Amérique du Sud, avant que je n'aie assisté, à Punta del Este, à l'ouverture de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

Mais c'est d'une politique commerciale, et non du développement des exportations, que dépend avant tout l'accès à long terme aux marchés. Comme vous le savez, nous avons élaboré une double stratégie en matière de politique commerciale: des négociations bilatérales avec les États-Unis, d'une part, et des négociations multilatérales dans le cadre du GATT, d'autre part. Dans un monde en pleine évolution, il est impératif de défendre les intérêts nationaux du Canada chaque fois que l'occasion s'y prête.

Nous jouons un rôle de premier plan au GATT en exerçant nos droits et en nous acquittant de nos responsabilités. En tant que nation dépendant du commerce extérieur plus que beaucoup d'autres, nous sommes parfaitement conscients des enjeux de l'Uruguay Round. Mais les accords que nous chercherons à conclure à cette occasion ne suffiront pas à protéger tous nos intérêts. Les États-Unis achètent près de 80 % de toutes les exportations canadiennes; toutefois, il existe actuellement dans ce pays un sentiment protectionniste extrêmement fort. Nous avons engagé des négociations bilatérales avec les États-Unis pour une seule raison: il était vital, dans l'intérêt national du Canada, de le faire.

Il serait irresponsable de ne pas s'y essayer, en cette époque de concurrence et de protectionnisme. Plus de deux millions d'emplois canadiens et deux millions d'emplois américains dépendent des échanges commerciaux entre les deux